

**Santé - Reconstitution du Fonds
mondial de lutte contre le sida, la
tuberculose et le paludisme -
Réponse de M. Jean-Yves Le Drian,
ministre de l'Europe et des affaires
étrangères, à une question écrite à
l'Assemblée nationale
(Paris, 28 août 2018)**

La santé est effectivement l'une des priorités actuelles pour la France, ainsi que l'a affirmé le chef de l'Etat. Au sein de ce secteur, la part multilatérale représente près des trois quarts de notre aide publique au développement en santé. L'engagement politique et financier de la France au sein des fonds multilatéraux, et en premier lieu le Fonds mondial de lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose, y est prépondérant.

La France a joué un rôle central dans la genèse puis la création en 2002 du Fonds mondial, et avec plus de 4,8 milliards de dollars de versements cumulés, elle en est le deuxième contributeur après les Etats-Unis. Les résultats obtenus illustrent en effet la très grande efficacité de cette institution, mais les obstacles restent immenses pour atteindre les cibles liées aux Objectifs de développement durable, devant les risques potentiels de résurgence ou d'extension de ces pandémies, notamment au sein de populations isolées ou difficiles à atteindre.

C'est pourquoi la France défend à la fois le renforcement des capacités d'action du Fonds mondial au plus près des besoins des pays, en liaison avec les acteurs étatiques comme avec la société civile, et la préservation ou la hausse de ses moyens financiers. Cela nécessite, au-delà de l'engagement historique des bailleurs les plus importants (85% des contributions émanent de pays du G7), d'élargir la base des donateurs et d'impliquer ainsi de nouveaux acteurs dans la lutte contre les pandémies.

En outre, la France accueillera, pour la première fois, la conférence de reconstitution du Fonds mondial à l'automne 2019. Celle-ci vise à mobiliser les financements pour la période 2020-2022. Le choix d'accueillir cette conférence répond à deux enjeux principaux :

- la volonté de maintenir la mobilisation politique et financière de la France face aux trois épidémies pour faire face aux défis qui restent immenses ;
- l'objectif de confirmer et de renforcer le rôle moteur tant politique que financier de la France, qui a joué un rôle clé depuis la création du Fonds mondial dans la lutte contre les grandes pandémies.

L'accueil de la conférence permet de valoriser la cohérence de l'action de la France dans le domaine de la santé mondiale et est l'occasion de promouvoir l'approche française par les droits, qui s'attache à mettre la promotion et la protection des droits humains et de l'égalité de genre au cœur de l'action du Fonds mondial./.

(Source : site Internet de l'Assemblée nationale)